

Propositions d'objets publics utiles pour faire face aux défis climatiques

Un programme
de **Vraiment Vraiment**
Mai - octobre 2022



Un programme court pour croiser les regards et imaginer la transformation publique adaptée au nouveau régime climatique

Vraiment Vraiment a lancé en 2022 un programme court afin d'explorer les tensions, frictions et défis que représentent la transition bas-carbone et la gestion du futur climatique pour l'action publique, tant au niveau de l'Etat que de ses opérateurs et des collectivités locales.

La transformation de nos manières de vivre (habiter, produire, travailler, consommer...) pour mener sans délai la transition bas-carbone nécessite des changements massifs des comportements, du cadre insti-

tutionnel, légal et politique et des paradigmes économiques. L'Etat et le secteur public ont un rôle fondamental à jouer pour permettre, faciliter et encourager ces changements. Pourtant, les personnes qui réfléchissent à la transformation publique ne sont pas les mêmes que celles qui travaillent sur les enjeux liés au changement climatique.

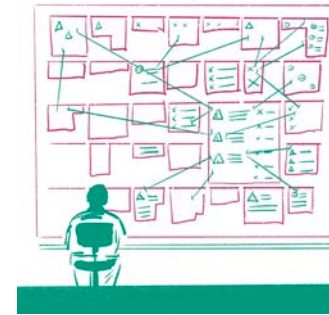
La transition bas carbone n'est pas qu'une question de règles : elle pose aussi des défis en matière de gestion de crise, de coopérations formelles et informelles, de capacité de prévision et de prospective, de démocratie, etc.

Ce sont ces défis que nous avons voulu explorer en quelques mois, avec une exigence de conception, au-delà du "diagnostic". Pour cela, un atelier a réuni en juin 2022 des agents et innovateurs publics avec des responsables d'organisations non gouvernementales investies sur les questions climatiques : il s'agissait de

creuser ensemble les axes d'amélioration en termes d'outils, de processus et de compétences au sein des organisations publiques. L'atelier a également permis "d'ouvrir le capot" de l'administration, au-delà des interactions traditionnelles entre ONG et ministères (par exemple), en créant un cadre pour que les agents publics puisse décrire et commenter leur contexte de travail.

Cet atelier a produit des pistes d'objets qui, chacun, répondrait à des défis recensés pour rendre l'équipement de l'action publique plus compatible avec les accords de Paris. Une partie de ces objets a ensuite été soumise à un approfondissement, sous forme d'entretiens complémentaires avec des personnalités qualifiées et de scénarisation par le design. C'est ce travail qui est présenté dans ce document, produit d'étape pouvant ouvrir à des étapes de conception et de test.

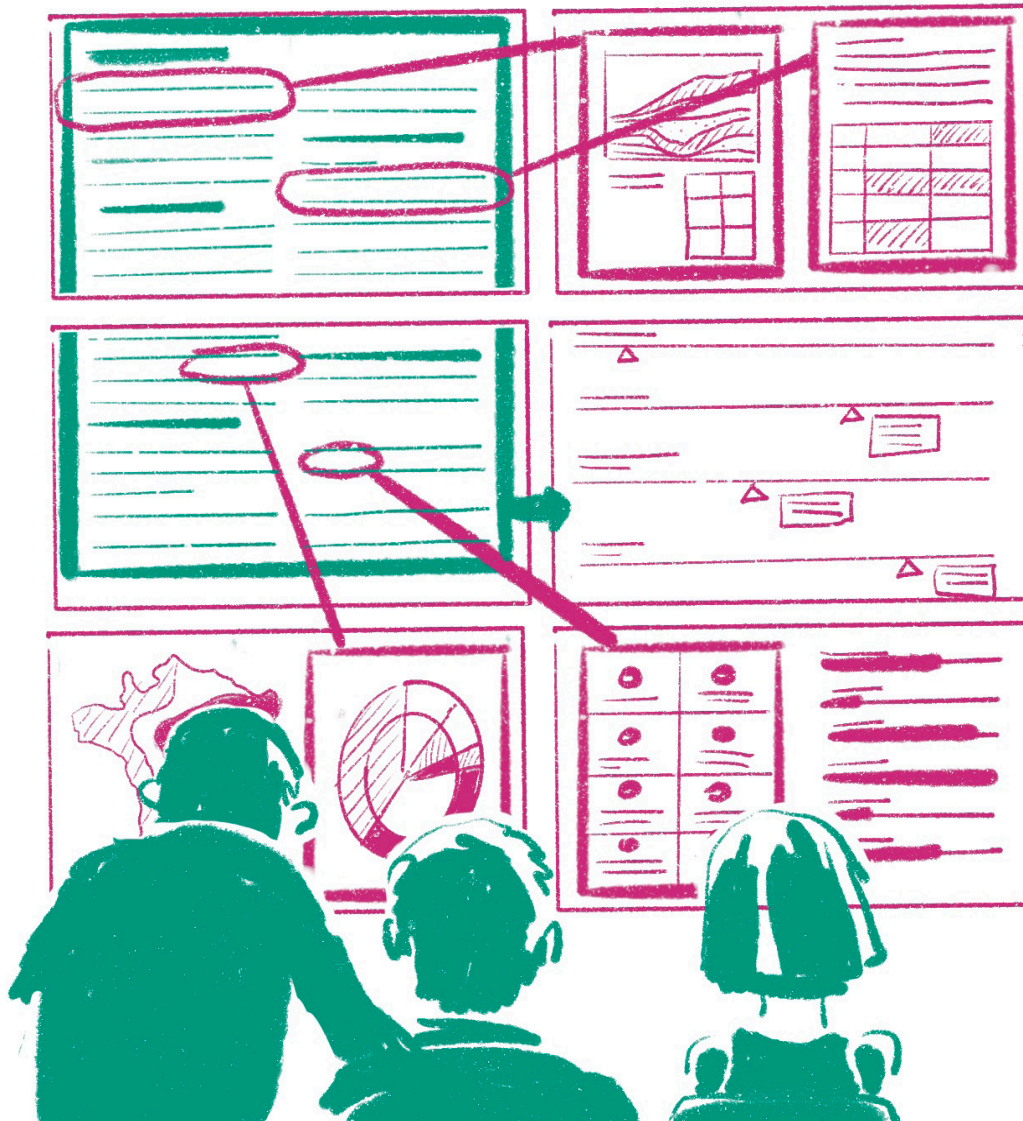
Propositions d'objets publics utiles pour faire face aux défis climatiques



Avertissement méthodologique

Vous tenez entre les mains un document d'étape d'une démarche exploratoire menée par le design et vraiment Vraiment : il ne s'agit ni d'un "rapport" ni d'un cahier des charges, mais d'éléments formalisés qui visent à susciter des discussions et, surtout, à préparer une phase de conception (maquettage, prototypage) pour les objets qui seront jugés les plus pertinents.

① Le simulateur d'impact climatique



Ce qu'on cherche à résoudre

En 2019, seuls 3 % des articles de loi adoptés avaient été évalués sous l'angle de leur impact climatique (WWF). Dans les collectivités, cohabitent intentions les plus fermes en matière "d'urgence climatique" et décisions allant à l'encontre des exigences des accords de Paris. Plus généralement, le débat sur "ce que l'on doit et ce que l'on peut faire" ne repose pas sur des données à la fois partagées et fiables, ce qui nuit à la qualité du débat public.

1 Le simulateur d'impact climatique



Ce que nous imaginons

Le **simulateur d'impact climatique** est un outil qui permet de simuler les conséquences d'une réforme, d'une décision ou d'un dispositif sur les émissions de gaz à effet de serre, à différentes échelles de temps et de territoire.

Accessible aux élus, aux agents et à la société civile, il vient **préciser et nourrir les études d'impact et il éclaire les débats sur un sujet donné**. Il repose sur un **algorithme ouvert**, établi par une instance indépendante en partenariat avec les administrations expertes, afin que la société civile et les différentes institutions puissent effectuer leurs propres simulations et en débattre.

Il ne va pas nécessairement jusqu'à nourrir une forme "d'irrecevabilité climatique" qui verrait des amendements ou décisions automatiquement invalidées au motif de leur incompatibilité avec les accords de Paris : s'il

apparaît important de pouvoir mieux informer les arguments politiques, il convient sans doute de **laisser une marge de manoeuvre aux élus et de ne pas les "censurer"** (comme il est possible de le faire au Parlement au titre de l'article 40 pour "irrecevabilité budgétaire").

Les travaux menés à l'Assemblée nationale pour créer LexImpact, simulateur d'impact fiscal d'un amendement ou d'une réforme, pourraient utilement inspirer le travail sur un simulateur d'impact climatique.



Pour aller plus loin, acteurs avec qui en parler

Des acteurs institutionnels

Le Commissariat général au développement durable (CGDD)
France Stratégie
L'ADEME
L'administration de l'Assemblée nationale (commission DD + présidence)
Des parlementaires
Le Haut Conseil pour le Climat (HCC)
Des régions, des EPCI (potentiellement intéressées par des usages du simulateur)
La Cour des comptes
La DGEC

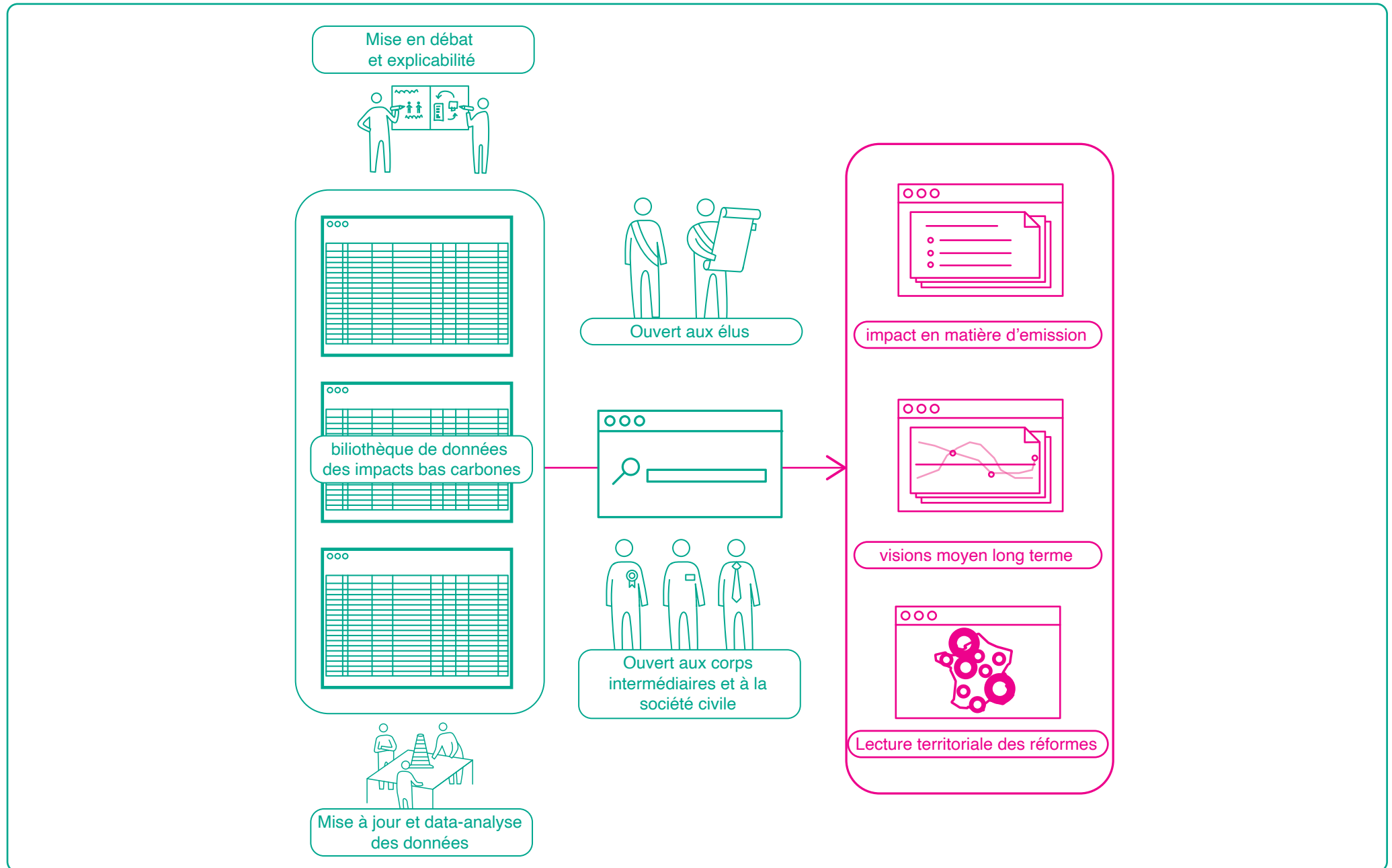
Des acteurs de la société civile

Greenlex
Le WWF (porteur du "passe climatique" pendant la campagne de 2022)
Carbone 4
L'IDDRI
Citepa
Dataactivist

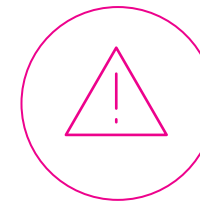
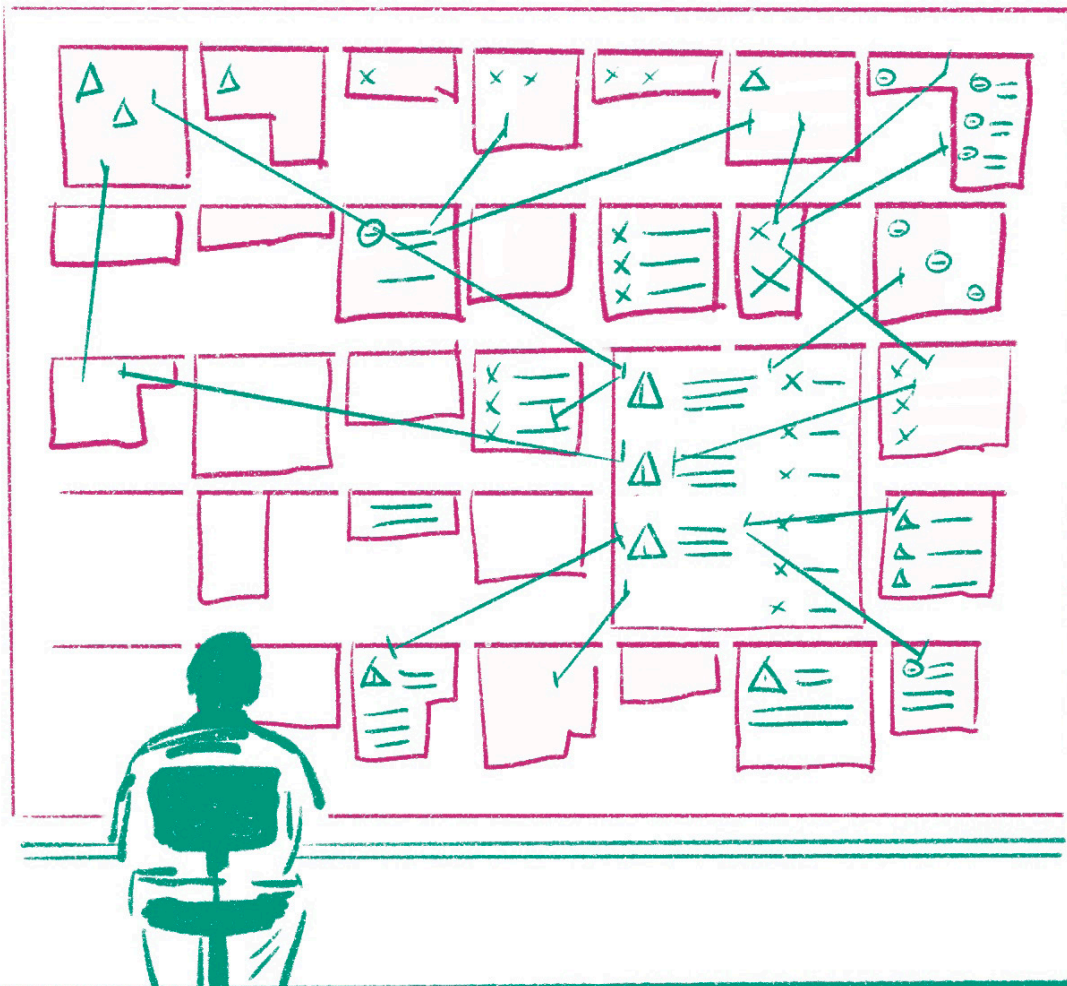
Des acteurs et projets inspirants

Open Fisca
LexImpact
La proposition de loi n°4288 relative à l'évaluation climatique des lois.
VV/CGDD (Mission connaissance) sur la rénovation thermique des bâtiments

1 Le simulateur d'impact climatique



② La fresque des sanctions environnementales



Comment l'expérimenter?

Face à la multiplicité des politiques publiques, réussir à mener un projet qui répond aux différentes injonctions (économiques, territoriales, environnementales...) peut devenir difficile. Les acteurs ont souvent une connaissance partielle des limites et des sanctions possibles de leur projet. Entre les différentes réglementations, les sanctions se croisent, se recoupent sans dessiner un continuum lisible ou connu. Cette inconnaissance ralentit les projets ou conduit à la naissance de projets sans prise en compte des enjeux climatiques liés, crispe les acteurs et nuit souvent aux efforts publics en matière d'écologie et de climat..

Symétriquement, lorsqu'un manquement - volontaire ou non - est constaté, il est difficile de savoir vers qui se tourner. Et, au-delà de la sanction : comment accompagner les contrevenants pour assurer leur transition ?

② La fresque des sanctions environnementales



Ce que nous imaginons

La fresque des sanctions environnementales est pensée comme un outil pédagogique et réflexif permettant de mettre à plat les différentes sanctions environnementales, autant pour les acteurs qui sont potentiellement «sanctionnables» (particuliers, collectivités entreprises...) que pour les acteurs qui promeuvent les sanctions environnementales ou les prononcent (associations, acteurs publics).

Visuelle et manipulable, cette fresque est un outil d'animation ou d'alimentation du débat qui permet de partager une information à jour sur différents champs de l'action publique. La fresque doit autant permettre de renforcer l'efficacité et la cohérence des sanctions environnementales que de nourrir la réflexion sur leur avenir et sur leurs «à côtés» (accompagnement au changement).

L'outil tel que nous l'envisageons aujourd'hui permet 3 scénarios d'usages distincts.

- **Un détrompeur des projets territoriaux.**

Dans le premier scénario, la fresque est un outil pédagogique de prévention ou de redimensionnement, qui permet à des acteurs de comprendre l'infaisabilité de certains projets au regard des sanctions déjà prononcées et existantes sur le même type de projet ou de revoir leur dimensionnement.

- C'est à ce titre un **outil stratégique** qui doit permettre d'enrichir les discussions des acteurs territoriaux en accord avec des objectifs climatiques et environnementaux.

- Un **outil d'information et de réaction** permettant à des collectivités ou des associations de s'organiser pour réagir face à des situations insoutenables. Dans le second scénario, la fresque est un outil permettant de comprendre les leviers d'action et d'intervention pour des acteurs publics ou associatifs pour réagir pertinemment face à des manquements, des erreurs ou des projets contrevenants aux limites climatiques et environnementales.

- Un **outil d'anticipation réglementaire** permettant d'aider la constitution du panorama réglementaire et des sanctions pour une politique en cours de constitution. Il permet ici de tester les limites et les capacités de sanctions pour en assurer l'efficacité.

La fresque permet alors de comprendre les différents paramètres climatiques à intégrer pour la mise en place d'un projet ou son redimensionnement. À ce titre, nous envisageons comme un outil tactique qui permet à un groupe d'acteur de mieux définir sa logique d'action face à une situation donnée et proposer des solutions permettant de sortir d'une impasse.



Pour aller plus loin, acteurs avec qui en parler

Des acteurs institutionnels

- Les DREAL
- Les tribunaux administratifs
- Office français de la Biodiversité (OFB)
- Légifrance

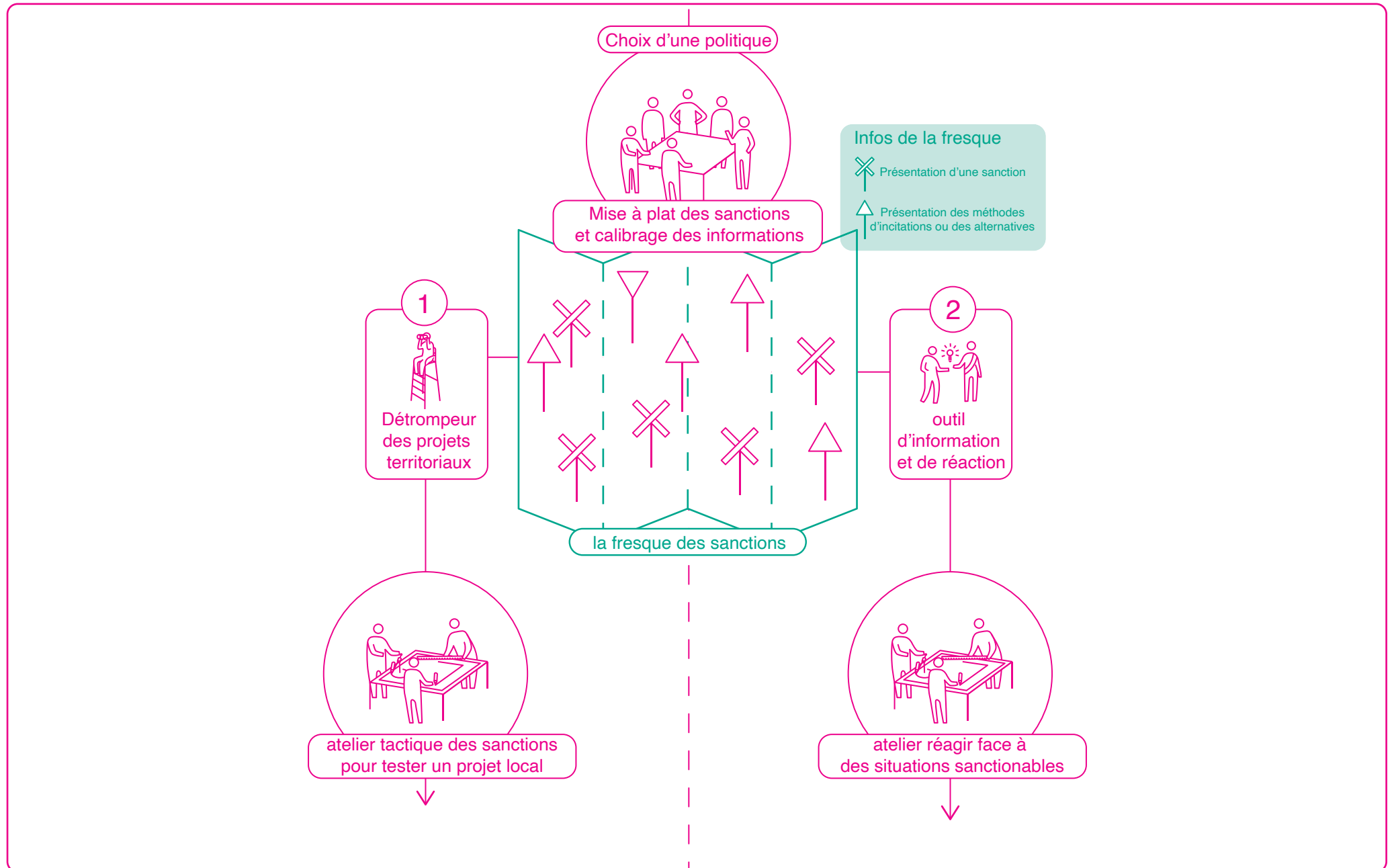
Des acteurs de la société civile

- Association des maires de France
- Les écomaires de France
- Notre affaire à tous
- Greenpeace
- France Nature Environnement

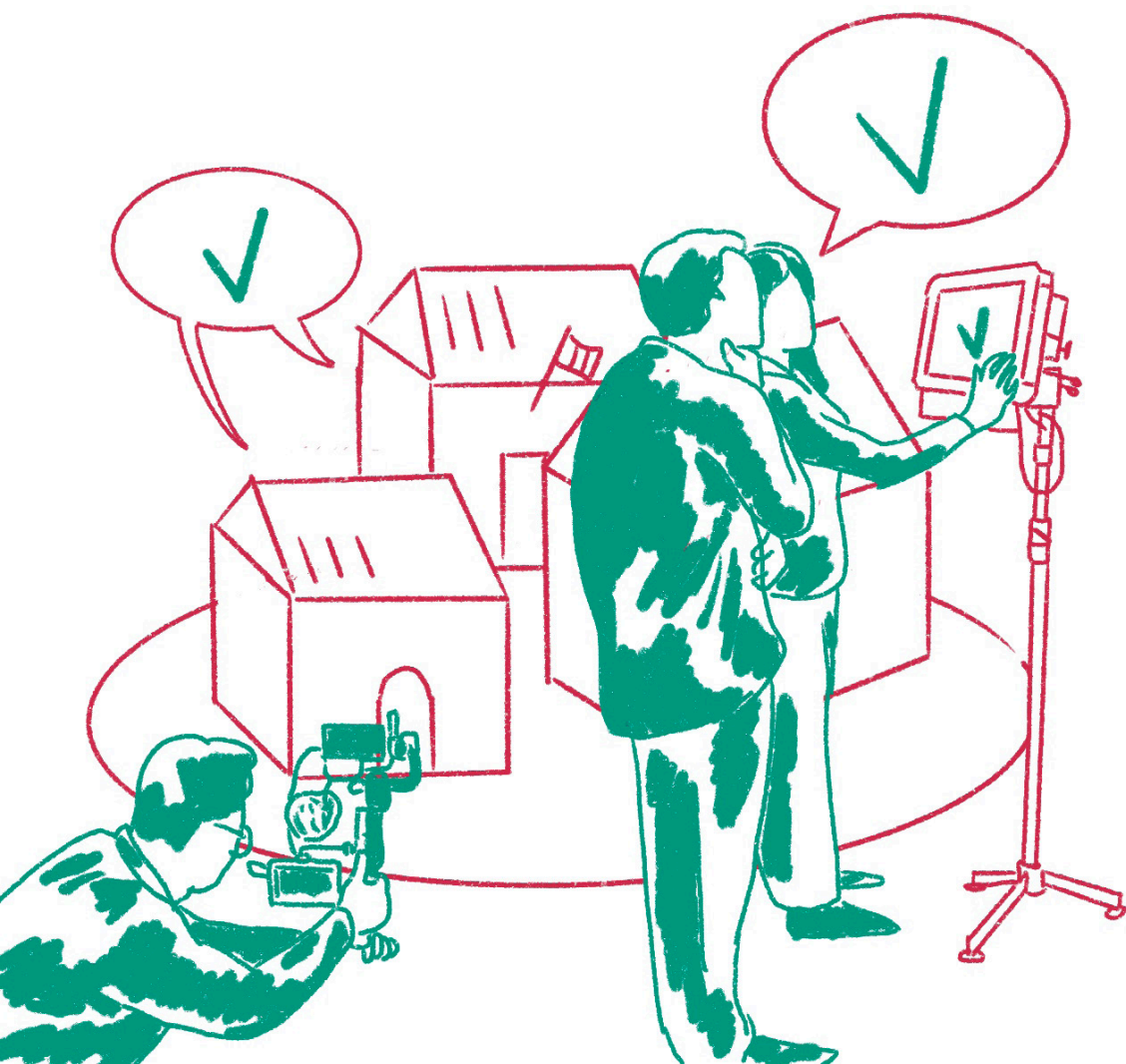
Des acteurs et projets inspirants

- La liste des sanctions internationales mise en ligne par le Trésor public, sanctions économiques
- La liste des motivations et des modalités d'application ou modification des sanctions européennes
- Le travail de clarification de la Commission européenne en matière de sanctions environnementales

2 La fresque des sanctions environnementales



③ La station météo des transitions sur le terrain



Ce qu'on cherche à résoudre

La mobilisation des Gilets jaunes face à l'augmentation de la taxation des carburants, ou la difficile mise en place des ZFE-m montrent qu'entre les intentions et la réalité, l'écart est parfois grand. Les blocages que suscitent sur le terrain les réformes visant à limiter les émissions de GES font perdre un temps précieux, et limitent les capacités d'action futures.

Les décideurs - ministres, législateurs, exécutifs locaux - manquent d'un canal d'information qualitative et sensible sur la mise en place concrète d'une réforme ou d'un nouveau dispositif, afin d'identifier rapidement les éventuels freins, obstacles et signaux faibles qui peuvent venir nourrir des ajustements de toute nature.

Le problème se pose d'ailleurs autant pour le déploiement d'un dispositif que pour des enjeux de reconstruction après des événements climatiques violents.

3 La station météo des transitions sur le terrain



Ce que nous imaginons

La «station météo» des transitions est un outil de pilotage permettant de documenter de façon qualitative la mise en place d'un dispositif sur le terrain et d'identifier suffisamment tôt les freins ou obstacles, afin d'imaginer les ajustements nécessaires avant les situations de blocage.

À rebours des outils de pilotages fondés sur le seul reporting ascendant, la «station-météo» est un outil partagé qui est utile aussi bien à l'administration, au législateur qu'à la société civile. Il est dans ce sens alimenté et consulté par les agents et acteurs locaux, qui sont à la fois des capteurs sensibles et des acteurs directs de l'amélioration des dispositifs publics.

Les idées fortes de la proposition :

- données sensibles et qualitatives et pas seulement quantitatives
- permet d'identifier les angles morts ou les éléments émergents
- Identifie les acteurs hors radar
- anticiper es points de rupture
- pas du reporting



Pour aller plus loin, acteurs avec qui en parler

Des acteurs institutionnels

- Un cabinet ministériel
- Le SGPE
- Une direction centrale du ministère de l'Écologie (DGALN, DGEC...)
- Une DREAL
- Le CGDD
- Le CGEDD
- La DITP
- Presse Quotidienne Régionale

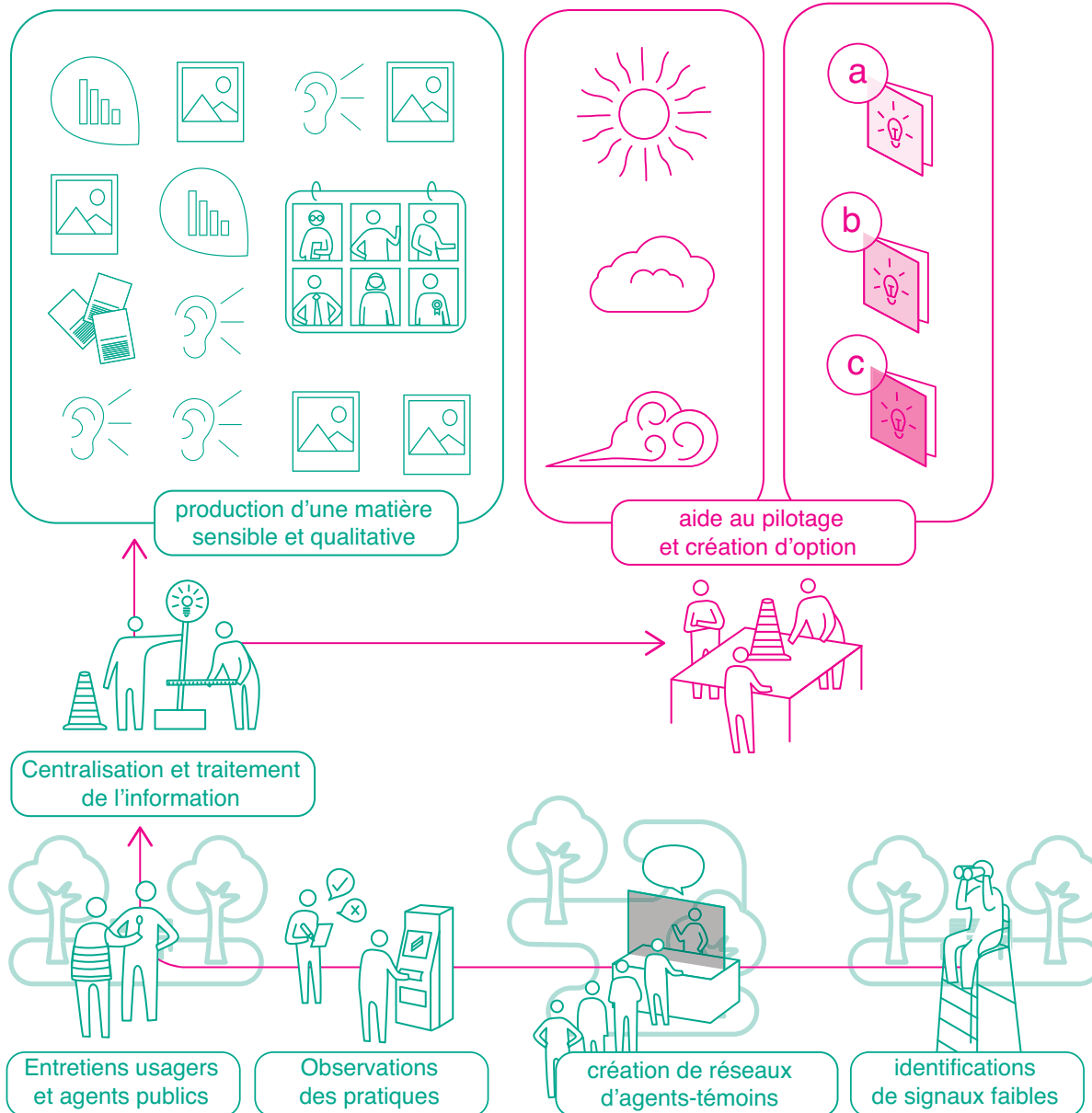
Des acteurs de la société civile

- l'Association Respire
- l'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air

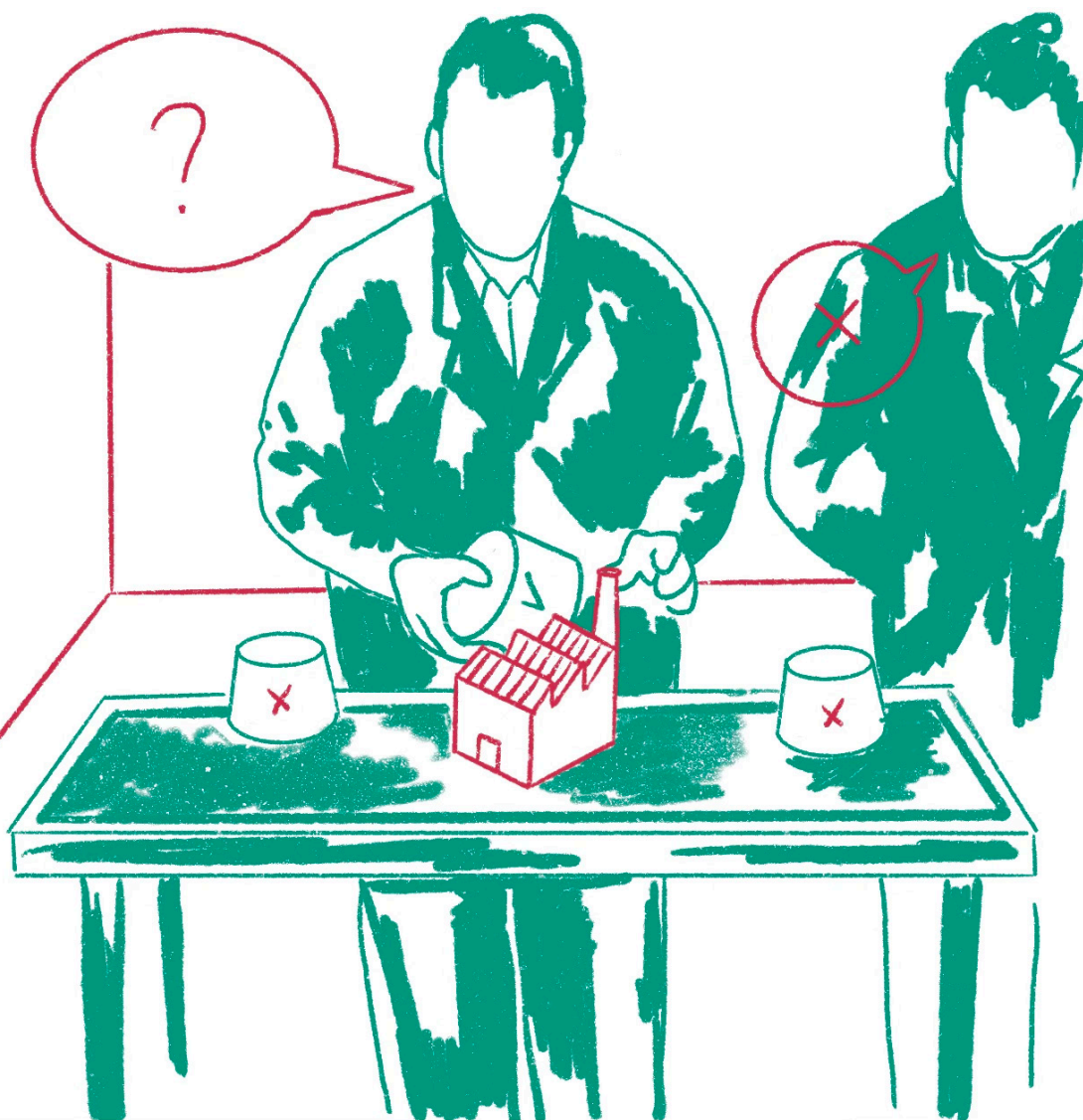
Des acteurs et projets inspirants

Maquette d'outil de pilotage des réformes Transfo.gouv (Vraiment Vraiment)
Cahiers de doléances

3 La station météo des transitions sur le terrain



④ La diplomatie des démantèlements



Ce qu'on cherche à résoudre

La question des reconversions, des réorientations ou des fermetures de certains grands objets industriels ou d'infrastructures publiques incompatibles avec la neutralité carbone («communs négatifs») va représenter un sujet critique de l'action climatique dans les prochaines décennies. Pour éviter que des grandes constructions du XXe siècle (centrales énergétiques, aménagements commerciaux voire routiers...) ne s'ajoutent aux friches existantes, les acteurs vont devoir rapidement apprendre à construire des visions, des espaces de discussions et d'actions concertées et ancrées territorialement. Une fermeture est un moment traumatique pour un territoire, qui ouvre la porte à des effets collatéraux en chaîne. Les territoires doivent chercher les conditions pour éviter qu'à cette crise de fermeture ne s'ajoute une crise de l'emploi ou de l'activité locale, une crise environnementale et une crise démocratique.

4 La diplomatie des démantèlements



Ce que nous imaginons

La diplomatie des démantèlements est une méthode d'accompagnement d'un territoire et de ses acteurs dans la prise en compte et la gestion commune d'une fermeture.

Cette méthode propose de créer un **espace démocratique accompagné par un groupe de facilitateurs** qui vient structurer et outiller la parole entre acteurs (institutionnels, environnementaux, professionnels, syndicaux et citoyens) sur les trajectoires territoriales suit à la fermeture d'objets locaux.

La diplomatie que nous imaginons a pour vocation de faire émerger des modélisations des coûts sociaux, environnementaux et économiques de démantèlement de créer des prospectives - et des actions - concrètes pour arriver à des scénarios de transitions justes.

Les idées fortes de la proposition :

- **une capacité de veille et de diagnostic des futurs fermetures d'un territoire** qui permettent lors des phases d'identification des objets à fermer de rendre compte d'autres chantiers potentiels.
- **des enquêtes territoriales empathiques** : Le travail doit permettre de rendre compte d'un terrain, de le visiter, de l'arpenter. L'équipe de travail et les acteurs concernés doivent agir visiter et comprendre les enjeux localement.
- **Des coalitions pratiques et locales** : Le groupe de travail prend la forme de coalitions d'acteurs qui s'entendent à travailler sur des

scénarios prenant en compte les concernés de chaque partie. Ces groupes sont extensibles et visent la proposition de solutions concrètes pour chacun.

- **Des décisions collectives sur les objectifs et les terrains de travail** : Les objectifs de travail, les points de discussions et les échanges sont choisis collectivement, les diplomates travaillent à rendre cohérent et à tenir les problématiques choisies dans la durée des échanges
- **des espaces d'interconnaissance** : la méthode doit prendre en compte les temps informels - déjeuners, visites, rencontre hors des temps d'échanges - comme un moteur de la réussite de la démarche.
- **Des extensions des publics concernés** : au fil des réflexions et de la démarche, de nouvelles problématiques vont voir le jour et nécessiter d'ouvrir le groupe de réflexion.
- **Des retours d'expériences de démantèlement** : nous proposons d'impliquer des acteurs ayant déjà participé à des projets de fermeture ou de démantèlement d'ampleur pour aider les acteurs à élargir leurs espaces de réflexions
- **des apports techniques et scientifiques** pour alimenter les échanges et les territoires de connaissances pour alimenter les réflexions, des experts techniques (économiques, environnementaux, sociaux peuvent être mobilisés).



Pour aller plus loin, acteurs avec qui en parler

Des acteurs institutionnels

- Les collectivités territoriales des territoires concernés
- Le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- Le Ministère de la Transition énergétique
- Les DREETS
- Les tribunaux administratifs
- Les chambres locales d'industries

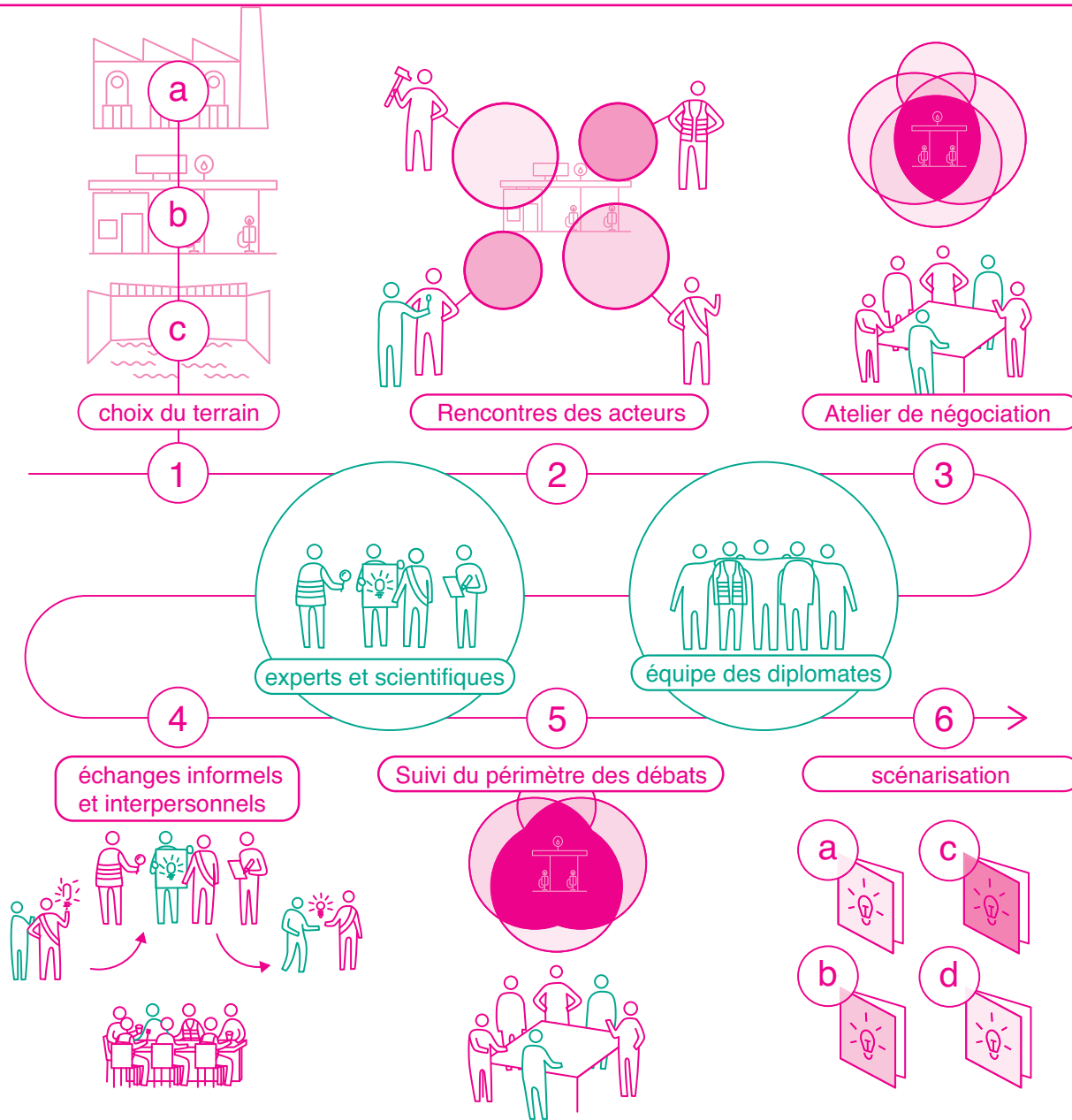
Des acteurs de la société civile

- Les syndicats
- Les entreprises locales
- La société civile territoriale
- Les médias (PQR)
- Les associations environnementales et de défense de la biodiversité

Des acteurs et projets inspirants

- **Le rapport automobile de la Fondation pour la nature et l'homme** qui propose un modèle de dialogue entre des des acteurs aux objectifs divergents.
- **Alexandre Monnin et MSc Strategy & Design for the Anthropocene** pour politiser la question du renoncement pour convictions environnementales
- **Les boussoles territoriales de l'association Rivages** dans les pas de l'ouvrage "comment atterrir" Bruno Latour pour exprimer les concernements des acteurs
- **Reset de la Fing** pour la démarche de création de coalitions volontaires sur la transition du numérique

4 La diplomatie des démantèlements



les autres
pistes qui
soutiennent ces
propositions

5 Une comptabilité publique carbone

Pour allouer un budget carbone en fonction des priorités de politiques publiques et de leur impact sur le climat.

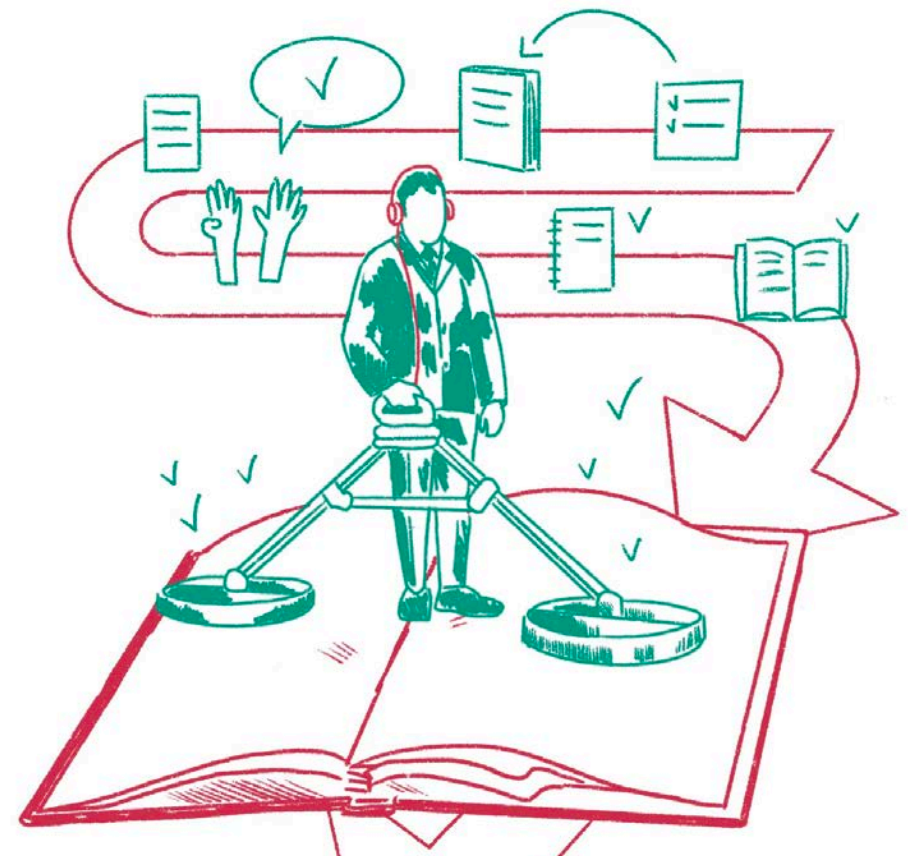
En lien avec :

- le simulateur d'impact climatique
- la diplomatie de démantèlement



6 Le détecteur de faisabilité d'un objectif politico-administratif,

Pour vérifier ex post qu'un objectif est crédible et que les conditions pour l'atteindre sont remplies, ou pour en construire ex ante la crédibilité en termes de trajectoire, d'identification et de mobilisation des acteurs, de droit, etc.



En lien avec :

- le simulateur d'impact climatique
- la station météo des transitions sur le terrain

7 Les coalitions d'action

Pour déterminer collectivement un chemin et ses étapes concrètes (rapprocher la stratégie/les objectifs de la mise en œuvre) à l'échelle une chaîne de valeur (ex : automobile) ou sur un objectif (ex : rénovation énergétique des bâtiments)

En lien avec :

- le simulateur d'impact climatique
- la fresques des sanctions



8 L'orchestrateur des soutenabilités

Pour articuler entre elles les stratégies à un niveau donné (ex : la Région) et en faire la médiation avec les acteurs du territoire (cf rapport France Stratégie).

En lien avec :

- le simulateur d'impact climatique
- la station météo des transitions sur le terrain



9 L'inspection de redirection

Sous-forme de binôme inspecteur/ redirecteur qui permettent de sortir de la sanction pour aider les acteurs à mieux prendre en main leur redirection vers des perspectives bas carbone.



En lien avec :

- la fresques des sanctions
- la diplomatie de démentantèlement

10 Les entretiens de redirection RH,

Pour aider les individus et les organisations publiques à faire une gestion prévisionnelle des compétences en tenant compte de la disparition ou de la transformation de certains métiers.



En lien avec :

- la fresques des sanctions
- la diplomatie de démentantèlement

11 Le conseil administratif de redirection de l'action publique

un groupe d'experts de l'action publique (hauts-fonctionnaires, chercheurs, etc.) qui proposent des évolutions dans toutes les politiques/organisations publiques pour la rendre compatible avec les objectifs de la transition bas carbone (l'équivalent français de Climate 21 Climate 21 Project)



En lien avec :
- la diplomatie de démantèlement

12 Le crash-test des planifications

pour confronter les travaux de planification et d'anticipation à des multiples crises (en série ou concomitantes) pour vérifier la robustesse des trajectoires.



En lien avec :
- la station météo des transitions sur le terrain

Ce programme exploratoire de Vraiment Vraiment a reçu le soutien de la Fondation européenne pour le climat.

Pour toute question sur ce document, vous pouvez écrire :

et/ou à Vraiment Vraiment :

Yoan Ollivier yoan@vraimentvraiment.com

Romain Beaucher romain@vraimentvraiment.com